



Frédéric Encel: « Il est crucial que la géopolitique sérieuse prédomine face aux imposteurs »

ENTRETIEN Rendez-vous incontournable de la rentrée, les 11èmes Rencontres géopolitiques, organisées à Trouville-sur-Mer par le géopolitologue Frédéric Encel, permettent d'offrir une réflexion pointue sur une thématique d'actualité dans son versant géopolitique. Elles auront lieu du 18 au 20 septembre.

Aj En quoi consistent les Rencontres géopolitiques de Trouville-sur-Mer ?

Frédéric Encel: Ces rencontres sont aujourd'hui le premier rendez-vous géopolitique de France. Sur trois jours, nous proposons une douzaine de tables rondes, conférences, dédicaces et débats, avec des universitaires de haut rang, des partenaires prestigieux comme les éditions Odile Jacob, et des personnalités majeures. Cette année, la leçon inaugurale sera prononcée par le prix Nobel d'économie Philippe Aghion, et nous aurons l'honneur d'accueillir la ministre Aurore Bergé et de grands témoins: Michel Barnier et Marek Halter. Étant personnellement attaché à Trouville, j'ai constaté, il y a douze ans, que la Normandie, région chargée d'histoire, notamment celle du Débarquement, n'accueillait aucun rendez-vous géopolitique. C'est ainsi qu'est né ce rendez-vous, qui se poursuit sans discontinuer depuis 11 ans.

Le pays invité est l'Angleterre et le thème de cette édition est « L'Europe sera-t-elle une puissance? ». N'y a-t-il pas une contradiction depuis le Brexit ?

F.E.: Nous ne parlons pas

uniquement de l'Union européenne. Cette année, nous abordons la deuxième dimension de la puissance, après l'économie, à savoir la dimension politico-militaire. Le Royaume-Uni reste la deuxième puissance militaire européenne, juste derrière la France. Avec la montée des périls mondiaux - la guerre en Ukraine, l'agressivité de la Chine, le réarmement généralisé - l'Europe, y compris le Royaume-Uni, a un rôle clé à jouer. On observe, d'ailleurs, un rapprochement militaire entre la France et le Royaume-Uni, notamment via les accords de Lancaster House. Je défends l'idée d'une Europe politico-stratégique, qui dépasse le cadre économique. Quant au retour du Royaume-Uni dans l'UE, je ne crois pas que cela arrivera. Les Britanniques, malgré les regrets liés au Brexit - une décision irresponsable portée par les mensonges de Boris Johnson - ne reviendront pas en arrière. Leur tradition démocratique l'interdit. Cependant, depuis le retour des travaillistes, on assiste à des rapprochements sectoriels entre l'UE et le Royaume-Uni. À terme, leur partenariat pourrait devenir quasi équivalent à celui d'avant le Brexit, sauf sur les questions financières.



L'Europe est-elle aujourd'hui une puissance géopolitique ?

F.E. : L'Europe n'est pas encore une puissance géopolitique. Depuis le traité de Rome de 1957, elle s'est concentrée sur la dimension économique, en déléguant sa protection au parapluie nucléaire américain. Pourtant, historiquement, une puissance repose sur deux piliers : l'économie et le politique-militaire. Aujourd'hui, l'Europe a un intérêt vital à incarner une puissance complète. Elle en a les moyens : démographiques, technologiques, financiers. Cela prendra plusieurs années, mais c'est possible. La question n'est plus de savoir si elle peut le faire, mais si elle en a la volonté. Pour conserver notre souveraineté, il faut aller vers une Europe puissance.

Israël est-il un allié de l'Europe ?

F.E. : Israël n'est pas un allié de l'Europe. Le terme alliance militaire est trop fort pour être galvaudé. Aujourd'hui, il existe de véritables alliances entre la France et l'Italie, ou la France et les Émirats arabes unis, mais pas entre Israël et l'UE, ni même entre Israël et un État membre. Israël reste un ami et un partenaire commercial de longue date de l'UE. Cependant, cette relation est mise à mal depuis le 7-October 2023 et la guerre qui a suivi. Certains États membres envisagent de suspendre ou d'altérer l'accord de libre-échange UE-Israël (1995). Cela serait très dommageable pour l'économie israélienne, mais je ne pense pas qu'on en arrivera là. Mon hypothèse. Après les législatives israéliennes du 27 octobre, la

coalition ultranationaliste ne sera pas reconduite. Je mise sur une coalition centriste. Par ailleurs, la droite progresse en Europe, et elle est moins critique envers Israël que la gauche. Pour ces deux raisons, l'accord de libre-échange devrait être maintenu.

Quelles sont les retombées concrètes de ce colloque ?

F.E. : Il permet l'échange d'idées et la rencontre d'experts travaillant sur des sujets communs. Mais ses retombées vont bien au-delà. D'abord, la géopolitique n'a jamais été aussi proche des citoyens. L'engouement pour les relations internationales est sans précédent, et il est crucial que la géopolitique sérieuse - celle de Yves Lacoste et de l'Institut français de géopolitique - prédomine face aux imposteurs. Ensuite, nous choisissons toujours des thèmes en lien avec l'actualité brûlante, pertinents pour les Français et les Européens. Ces dernières années, les partenariats se sont multipliés. Cette année, les éditions Odile Jacob remettront le prix de l'œuvre géopolitique à Jean-Yves Le Drian. C'est important qu'une grande maison d'édition indépendante et scientifique soit associée à ce colloque. Enfin, plusieurs contributions orales sont publiées dans la Revue Défense Nationale, une référence pour les milieux politiques et militaires. Et surtout, ce colloque offre aux jeunes universitaires un écho rapide pour leurs recherches et leur carrière. ■

Propos recueillis par Laura Levy

www.trouville.fr/rencontresgeopolitiques

“ Je défends l'idée d'une Europe politico-stratégique qui dépasse le cadre économique ”

“ Israël n'est pas un allié de l'Europe. Le terme alliance militaire est trop fort pour être galvaudé ”

